nent en vue de devenir parties à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité;

8. *Adresse également un appel* aux Etats qui ne sont pas encore devenus parties à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pour qu'ils respectent rigoureusement les dispositions de la résolution 2583 (XXIV) de l'Assemblée générale selon lesquelles ils doivent s'abstenir de tous actes qui seraient en contradiction avec les objectifs fondamentaux de cette convention;

9. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre, à la lumière des commentaires et des observations présentés par les gouvernements, l'étude de la question du châtement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ainsi que des critères à appliquer pour déterminer les dommages à verser aux victimes de ces crimes, afin de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

2713 (XXV). Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa foi dans les buts et principes de la Charte des Nations Unies et s'inspirant de ceux-ci,

Rappelant ses résolutions 2331 (XXII) du 18 décembre 1967, 2438 (XXIII) du 19 décembre 1968 et 2545 (XXIV) du 11 décembre 1969,

Notant que le nazisme, le racisme, l'*apartheid* et les autres idéologies et pratiques similaires ont à de nombreuses reprises conduit dans le passé à des actes inhumains devant lesquels la conscience de l'humanité s'est révoltée et, en fin de compte, à la guerre et peuvent encore actuellement compromettre la paix mondiale et la sécurité des peuples,

Profondément inquiète de constater que, vingt-cinq ans après la fondation de l'Organisation des Nations Unies, l'activité des groupes et organisations qui incarnent l'idéologie et la pratique du nazisme, du racisme et de l'*apartheid* se poursuit toujours,

Exprimant sa vive inquiétude de voir que les Etats que cela concerne n'ont pas tous pris les mesures prévues dans les résolutions précitées en vue d'interdire complètement et de poursuivre en justice les organisations et les groupes nazis et racistes,

Se félicitant de la contribution que les institutions spécialisées compétentes peuvent apporter à la lutte contre le nazisme et l'intolérance raciale et des mesures que nombre d'entre elles ont déjà prises à cet égard,

Rappelant la résolution 4 (XXVI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 4 mars 1970³⁶, dans laquelle la Commission a pris note du caractère provisoire des indications que comporte à ce sujet l'étude sur la discrimination raciale établie par le Rapporteur spécial³⁷ et a invité la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à poursuivre son étude, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures à

prendre pour déceler et prévenir efficacement les activités contemporaines qui pourraient s'inspirer du nazisme ou de toute autre idéologie totalitaire fondée sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale,

1. *Condamne à nouveau fermement* le nazisme, le racisme, l'*apartheid* et les autres idéologies et pratiques totalitaires et coloniales qui sont fondées sur la terreur et l'intolérance raciale;

2. *Invite instamment* les Etats que cela concerne à mettre en œuvre sans tarder les résolutions de l'Assemblée générale et notamment à adopter des mesures efficaces, législatives et autres, en vue de mettre fin rapidement et définitivement au nazisme, y compris ses formes contemporaines, au racisme et aux autres idéologies et pratiques similaires fondées sur la terreur et l'intolérance raciale;

3. *Demande* aux Etats de prendre en 1971, Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, toutes les mesures efficaces pour combattre les manifestations contemporaines du nazisme et les autres formes d'intolérance raciale;

4. *Décide* de maintenir à son ordre du jour la question relative aux mesures à prendre contre le nazisme et contre les autres idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

2714 (XXV). Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2440 (XXIII) du 19 décembre 1968, dans laquelle elle a notamment condamné sous toutes leurs formes les tortures et les traitements inhumains et dégradants infligés aux prisonniers et aux détenus dans les prisons sud-africaines et aux personnes arrêtées par la police en Afrique du Sud, au cours des interrogatoires et pendant la détention,

Rappelant sa résolution 2505 (XXIV) du 20 novembre 1969, dans laquelle elle a exprimé la ferme intention de l'Organisation des Nations Unies, agissant en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'intensifier ses efforts pour trouver une solution à la situation grave qui existe en Afrique australe,

Rappelant également les résolutions 264 (1969) et 269 (1969) du Conseil de sécurité, en date des 20 mars et 12 août 1969, relatives à la Namibie,

Rappelant en outre la résolution 2547 A (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, qui concerne notamment le traitement inhumain et avilissant et les tortures qui sont infligés aux prisonniers politiques, aux détenus et aux combattants de la liberté qui sont faits prisonniers dans les territoires assujettis à des gouvernements et à des régimes qui s'obstinent dans la politique d'*apartheid*, de discrimination raciale et de colonialisme en Afrique australe,

Résolue à promouvoir immédiatement et d'urgence une action visant à rétablir les droits de l'homme et les libertés fondamentales des populations opprimées de l'Afrique australe,

³⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 5 (E/4816), chap. XXIII.*

³⁷ E/CN.4/Sub.2/301.